

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

**Equilibres extérieurs :** malgré un excédent courant au T3, le solde courant est déficitaire de 19 Mds USD sur les trois premiers trimestres ; recul des IDE entrants de 26%, contribuant au déficit du compte financier

**Prix :** la dynamique des prix à la production continue de ralentir à +3,3% (g.a.) en octobre contre +3,6% en septembre ; l'indice des prix à la consommation reste stable à +2,5 % (g.a.)

**Réserves :** les réserves diminuent de -33.9 Mds USD en octobre, à 3 053 Mds USD, dans un contexte de forte appréciation de l'USD (effet de valeur négatif pour les réserves)

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

**Politique économique :** le Président Xi Jinping apporte son soutien au secteur privé lors d'un symposium sur les entreprises privées

**Entreprises d'Etat :** la SASAC encourage les investisseurs privés et étrangers à participer activement à la réforme de la propriété mixte (mixed-ownership reform)

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

**Banques :** selon Guo Shuqing, président de la CBIRC, le secteur privé ne recevrait que 25% des prêts bancaires ; le régulateur fixe un nouvel objectif : « 50% des nouveaux prêts bancaires doivent être destinés aux entreprises privées d'ici trois ans »

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

**Foire aux importations de Shanghai :** réaction de la Chambre de commerce de l'Union européenne au discours d'ouverture de Xi Jinping

**Foire aux importations de Shanghai :** le média économique Caixin décrypte l'engagement chiffré de Xi Jinping en matière d'importations de biens et services

**Libre-échange:** annonce de la conclusion des négociations pour un ALE approfondi entre la Chine et Singapour

**Commerce extérieur:** nouvelle accélération du commerce extérieur chinois au mois d'octobre (douanes chinoises)

**Relations US-Chine:** imposition « historique » de mesures antidumping et antisubventions américaines à l'importation de feuilles en aluminium originaires de Chine

**Echanges et politique commerciale :** le Premier ministre Li Keqiang s'entretient avec les représentants de la Banque mondiale, du FMI, de l'OMC, de l'OCDE, du CSF et de l'OIT dans le cadre de la table ronde 1+6 à Pékin le 6 novembre

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

**Politique industrielle :** la Chine s'apprête à exempter les incubateurs et les centres d'innovation de l'impôt foncier dès 2019

**Conférence de Wuzhen :** les géants de la tech américaine absents de la conférence mondiale de l'internet organisée par la Chine à Wuzhen

**Automobile :** Volkswagen et Volvo s'associent à Baidu dans le secteur des voitures autonomes

**Automobile :** Tencent monte une équipe d'ingénieurs spécialisée dans les véhicules autonomes au sein de la Silicon Valley

**E-commerce :** Alibaba promet d'importer 200 Mds USD (176 Mds EUR) de biens de consommation dans les cinq prochaines années



**Pharmaceutique** : *la Chine prévoit de mettre en place un système de traçabilité en ligne pour les médicaments*

## **DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Développement durable** : *6<sup>ème</sup> réunion à Pékin du dialogue à haut-niveau de la plateforme « eau » Europe-Chine*

**Développement durable** : *tenue de la réunion plénière annuelle du conseil chinois pour l'environnement CCICED*

**Energie** : *la Chine augmente fortement ses importations de pétrole iraquien pour 2019*

## **HONG KONG ET MACAO** ([ici](#))

**Immobilier** : *début de correction des prix de l'immobilier*

**Politique de change** : *la banque centrale chinoise (PBoC) procède à des émissions de bons du Trésor chinois à Hong Kong pour un montant de 20 Mds RMB*



## CONJONCTURE

**Equilibres extérieurs : malgré un excédent courant au T3, le solde courant est déficitaire de 19 mds USD sur les trois premiers trimestres. En outre, recul des IDE entrants de 26%, contribuant au déficit du compte financier**

Selon les chiffres de la balance des paiements publiés par la SAFE, au T3 2018, le compte courant est excédentaire à +16 Mds USD (soit 0,6% du PIB) contre +5 Mds USD au T2 ET -34 Mds USD au T1 (premier déficit du compte courant depuis 2001). L'excédent a été tiré par une hausse des exportations des biens (+11,8% en glissement annuel) Ainsi, de janvier à septembre 2018, le compte courant est déficitaire à -12 Mds USD contre +59 Mds USD sur la même période en 2017. Après 5 trimestres consécutifs d'accumulation des réserves, 3 Mds de réserves ont été utilisées au T3.

A partir de ces données, le compte financier hors réserves (n.b. ce chiffre incorpore au compte financier les erreurs et omissions) s'établit à -19 Mds contre +30 Mds au T2. Il s'agit du premier déficit depuis le T4 2017. A noter que le poste « erreurs et omissions » n'a pas encore été publié à ce jour, alors qu'au T1 et au T2 il continuait de signaler de très importantes sorties de capitaux dissimulées, à respectivement -38 Mds USD et -11 Mds USD.

Seuls détails disponibles du compte financier, les flux nets d'IDE sont aussi au plus bas depuis le T3 2016, à +1 Mds USD, avec une baisse des flux sortants (-4% par rapport au T3 2017) et une très forte baisse des flux entrants (-26%). Il convient de souligner qu'au S1, les flux nets d'IDE (+84 Mds USD) étaient au plus haut depuis près de quatre ans avec une très forte hausse des flux entrants (+139 %).

Pour mémoire, les autorités conduisent une politique d'ouverture asymétrique du compte de capital en faveur des flux entrants, avec à ce titre des ouvertures récentes substantielles des marchés financiers. Les données pour les autres postes du compte financier ne sont pas encore disponibles.

**Prix : la dynamique des prix à la production continue de ralentir à +3,3% (g.a.) en octobre contre +3,6% en septembre ; l'indice des prix à la consommation reste stable à +2,5 % (g.a.)**

La dynamique des prix à la consommation (IPC) reste stable à +2,5% en glissement annuel en octobre. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) accélère légèrement (à +1,8% en g.a. en octobre contre +1,7% en septembre). Le sous-indice des prix des aliments ralentit à +3,3 % en g.a. en octobre contre 3,6 % en septembre. Ce ralentissement des prix des aliments s'explique par un ralentissement des prix des légumes (+10,1% en octobre contre +14,6% en septembre) et ce malgré le ralentissement de la tendance baissière des prix du porc (-1,3 % en g.a. en octobre contre -2,4 % en septembre).

L'indice des prix à la production (IPP) fléchit en octobre, à +3,3% en glissement annuel (g.a.) contre +3,6% en septembre 2018. Ce ralentissement s'explique pour une large part par un recul des prix des matières premières (à +6,7% en g.a. en octobre contre +7,3% en septembre) et du secteur manufacturier (à 2,5% en g.a. en octobre contre 2,9% en septembre). Pour mémoire, la croissance en g.a. de l'IPP est redevenue positive en septembre 2016 pour la première fois depuis plus de quatre ans, se portant à +5,5% en 2016 et avec un maximum à +7,8% en février 2017.



Le gouverneur de la PBoC Yi Gang avait anticipé une croissance légèrement supérieure à 2% pour l'IPC et une croissance située entre +3% et +4% pour l'IPP, la moyenne des indices IPC sur les 10 premiers mois s'élève à 2,1% et celles des indices IPP à 3,9%.

**Réserves : les réserves diminuent de -33.9 Mds USD en octobre, à 3 053 Mds USD, dans un contexte de forte appréciation de l'USD (effet de valeur négatif pour les réserves)**

La valeur en USD des réserves de change officielles chinoises a diminué de -33.9 Mds USD en octobre, à 3053 Mds USD contre 3 087 Mds USD fin septembre. Il convient de souligner que l'USD a connu en octobre une forte appréciation mensuelle, avec notamment l'indice composite USD de Bloomberg (proche du taux de change effectif nominal) en hausse de +2,3%. Les statistiques des variations des réserves au bilan de la banque centrale (comptabilisés au coût historique, donc hors effet de valeur) attestent de très faibles flux mensuels net de réserves depuis juin 2017.

Pour rappel, le gouverneur a écarté en avril l'éventualité d'une utilisation du taux de change ou des réserves (largement placées en bons du Trésor américain) en réponse aux tarifs douaniers instaurés par les autorités américaines sur certains biens chinois.

Pour mémoire, les réserves avaient franchi le seuil des 3 000 Mds USD en janvier 2017, suite à une baisse de 320 Mds USD (-10%) en 2016, et ont depuis quasiment continuellement augmenté (croissance de +129 Mds USD en 2017).

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## ECONOMIE GENERALE

### **Politique économique : le Président Xi Jinping apporte son soutien au secteur privé lors d'un symposium sur les entreprises privées**

Lors d'un symposium sur les entreprises privées organisé le 1er novembre, le Président Xi Jinping a réitéré son soutien « indéfectible » au secteur privé, en vue de rassurer les investisseurs. Le Président a défini six axes dans le but de « créer un meilleur environnement pour le développement des entreprises privées ». Le gouvernement abaissera les coûts des entreprises par le biais de réduction d'impôts et d'exonération fiscale pour les petites entreprises et les starts-up du secteur technologique. Les taux nominaux des cotisations de sécurité sociale seront aussi abaissés. En outre, le Président s'est également engagé à améliorer l'accès au financement pour le secteur privé et a encouragé les gouvernements locaux à offrir un soutien financier aux entreprises privées bénéficiant de perspectives financières solides. Le gouvernement devra aussi améliorer la concurrence équitable (« level-playing field») en termes d'accès au marché, d'autorisations administratives et d'appels d'offres pour toutes les entreprises. Xi a par ailleurs encouragé les entreprises privées à participer à la réforme de propriété mixte (mixed-ownership reform).

Le discours du Président Xi Jinping intervient dans un contexte de débats enflammés concernant un possible recul du secteur privé sur la scène économique (« *state advances, the private retreats* »), à la suite d'une vague de rachats d'entreprises privées cette année par les entreprises d'Etat. 46 entreprises privées ont accepté de vendre des parts à des entreprises d'Etat, et plus de la moitié ont vendu des parts majoritaires, selon *Shanghai Securities News*. Pour mémoire, les entreprises privées pâtissent du resserrement du crédit engendré par la politique de désendettement et d'assainissement du secteur financier, ciblant particulièrement les activités hors-bilan des banques et de shadow banking, pénalisant ainsi les entreprises privées qui ont des accès limités aux prêts bancaires (les banques préférant prêter à des SOEs avec une garantie implicite de l'Etat). Les entreprises privées font aussi face à une baisse des profits, en partie attribuée à la lutte du gouvernement contre les surcapacités industrielles, qui a conduit à une augmentation des prix des produits de base — et donc à une hausse des coûts de production pour ces entreprises situées en aval de la chaîne industrielle.

### **Entreprises d'Etat : la SASAC encourage les investisseurs privés et étrangers à participer activement à la réforme de la propriété mixte (mixed-ownership reform)**

Xiao Yaqing, directeur de la SASAC (*State-owned Asset Supervision and Administration Commission*), dans un discours en marge de la foire de Shanghai le 6 novembre, a encouragé les investisseurs privés et les investisseurs étrangers à participer activement à la “mixed-ownership reform” ; Xiao a réaffirmé que cette réforme avait pour but de “favoriser la restructuration, la consolidation industrielle, l'innovation technologique et la transformation industrielle”.

En septembre, la NDRC (*National Development and Reform Commission*) avait publié une déclaration encourageant les SOEs centrales à explorer les possibilités de réformes de *mixed ownership* “au plus haut niveau”. A ce stade, la plupart des réformes lancées ont été destinées aux filiales des SOEs. Selon Hu Chi, chercheur à la SASAC, “la plupart des SOEs opèrent dans des industries en amont de la chaîne de production, extrêmement contrôlées par le gouvernement, rendant plus difficile l'apport de capital privé au niveau du Groupe.”. En outre, il ajoute que ces réformes ne seront pas mises en œuvre



rapidement en raison de la prudence des entreprises privées à l'égard des "gros investissements" et que les négociations prendront du temps.

Pour mémoire, la SASAC est en charge de la supervision de 96 entreprises d'Etat. Selon *Caixin*, depuis 2014, la SASAC aurait orchestré plus d'une douzaine de fusions dans divers secteurs impliquant plus d'un trilliard d'actifs dans le cadre d'une campagne de consolidation des actifs publics. Ces consolidations auraient entraîné la création de géants de l'industrie, comme *China Railway Rolling Stock Corp.* et *China National Energy Investment Group*. Toujours selon *Caixin*, sur les 15 dernières années, deux des trois géants chinois de la communication auraient vendu des parts (*strategic stakes*) à des investisseurs étrangers, européens et asiatiques. A chaque fois, l'investisseur a fini par vendre ses parts sans collaboration stratégique notable.

Pour rappel, la réforme d'actionnariat mixte des entreprises d'Etat, lancée en 2015, est un objectif prioritaire officiel du gouvernement chinois. La réforme a pour objectif de réduire l'endettement des entreprises d'Etat et d'améliorer leur efficacité. A noter que les secteurs et les régions indiqués sont sujets à d'importants problèmes de surcapacités et d'endettement.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## BANQUE ET FINANCE

**Banques: selon Guo Shuqing, président de la CBIRC, le secteur privé ne recevrait que 25% des prêts bancaires ; le régulateur fixe un nouvel objectif : « 50% des nouveaux prêts bancaires doivent être destinés aux entreprises privées d’ici trois ans »**

Le président de la CBIRC, Guo Shuqing, lors d’une interview publiée par le China Securities Journal (organe de presse officielle), a également appelé les banques à financer le secteur privé. Le secteur privé, dont la part de la croissance du PIB est estimée à plus de 60%, recevrait seulement 25% des prêts bancaires. Le président du régulateur annonce ainsi que, sur le plus long terme, « cette part des prêts bancaires attribuée au secteur privé devrait correspondre à la part du secteur privé dans l’économie nationale ». Le régulateur donne un nouvel objectif, défini comme « 1-2-5 », signifiant que « les grandes banques devront dédier 1/3 des nouveaux prêts aux entreprises privées, les petites et moyennes banques 2/3, pour que dans trois ans la part des prêts accordés aux entreprises privées représente au moins 50% de la totalité des nouveaux prêts aux entreprises ».

Le régulateur a aussi appelé les banques à traiter les SOEs et les entreprises privées de façon égale et à évaluer les entreprises en fonction de leur performance, leur capacité à contrôler les risques, leur développement technique et la demande du marché plutôt qu’à leur taille et à leur actionnaire.

Néanmoins, selon Bloomberg, plusieurs dirigeants de grandes banques auraient souligné le manque de clarté de cette nouvelle politique, dans la mesure où la frontière entre secteur privé et public est floue. Par ailleurs, chaque banque ayant sa propre définition de ce qu’est une entreprise privée, il pourrait en résulter de mauvaises interprétations et potentiellement une fuite en avant.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Foire aux importations de Shanghai : réaction de la Chambre de commerce de l'Union européenne au discours d'ouverture de Xi Jinping

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine a réagi, lundi 5 novembre au discours prononcé par Xi Jinping en ouverture de la Foire aux importations de Shanghai ([cf : brèves de la semaine du 29 octobre](#)). Rappelant qu'une « vaste majorité » des promesses annoncées par le Président chinois à l'occasion du Forum de Bo'ao d'avril dernier n'ont pas été mises en œuvre, la Chambre européenne fait part de sa déception : « la répétition constante [de promesses], sans assez de mesures concrètes ni de calendrier, laissent la communauté d'affaires européenne de plus en plus insensible ». La Chambre souligne deux annonces « potentiellement significatives » dans le discours de Xi à Shanghai : la mention, sans précision supplémentaire à ce stade, d'une levée partielle des plafonds de participation pour les investisseurs étrangers dans les secteurs de l'éducation et de la santé ; et son appel à une accélération des négociations de l'Accord pour les investissements UE-Chine. Toutefois, plus généralement, le niveau des annonces chinoises ne « répondent pas aux attentes » de la Chambre, indique le communiqué. Enfin, alors que le Président Xi a évoqué un nouvel approfondissement des réformes des zones pilote de libre-échange (FTZ ; elles sont au nombre de 11), la Chambre a rappelé que « le désenchantement des entreprises vis-vis des FTZ est croissant : celles-ci séparent les producteurs des consommateurs et présentent des défis en matière logistique ». Et de conclure : « après quatre décennies d'expérimentation, la Chine devrait se concentrer sur l'ouverture de nouveaux secteurs de son économie, plutôt que sur le « pilotage » de réformes dans des zones dissociées du reste du pays ».

[Lire communiqué de la Chambre de commerce de l'Union européenne](#)

### Foire aux importations de Shanghai : le média économique *Caixin* décrypte l'engagement chiffré de Xi Jinping en matière d'importations de biens et services

Le média économique chinois *Caixin* a publié, lundi 5 novembre, une courte analyse destinée à déterminer la faisabilité de l'engagement chinois, tel qu'énoncé par Xi Jinping en ouverture de la Foire aux importations de Shanghai, à importer 30 000 Mds USD de biens et 10 000 Mds USD de services supplémentaires dans les 15 prochaines années. La cible d'importations de biens semble accessible : si les importations chinoises se maintiennent, sur les 15 prochaines années, à leur niveau de 2018 tel qu'estimé par les douanes chinoises (environ 1 800 Mds USD), elles devraient se porter à près de 28 000 Mds USD d'ici 2032. S'agissant des services, si les importations maintiennent leur niveau actuel (468 Mds USD en 2017), elles se rapprocheront de 7 000 Mds USD en 2032, ce qui reste plus éloigné de l'objectif fixé par le Président chinois. Pour rappel, les importations chinoises de biens et de services ont respectivement cru de 17% et 5% en 2017 selon le ministère du Commerce.

[Lire l'analyse de Caixin](#)

## **Libre-échange : annonce de la conclusion des négociations pour un ALE approfondi entre la Chine et Singapour**

En marge de la Foire aux importations de Shanghai, lundi 5 novembre, M. Fu Ziyang, vice-ministre du Commerce chinois (MofCom) et M. Chen Zhensheng, ministre du Commerce et de l'Industrie singapourien (MTI) ont annoncé être parvenus à la conclusion des négociations pour un accord de libre-échange approfondi Chine-Singapour. Les deux parties ont conclu le Protocole d'accord matérialisant la conclusion officielle des négociations le 12 novembre. Le nouvel accord contiendra notamment, selon le MofCom, des dispositions sur le e-commerce, la politique de la concurrence et l'environnement. Il viendra se substituer à l'accord de libre-échange existant entre la Chine et Singapour qui date de 2009 (il s'agissait à l'époque du premier accord de libre-échange conclu par la Chine avec un partenaire de l'ASEAN). En comparaison avec l'accord existant, le MofCom souligne que plusieurs chapitres (dont ceux portant sur les règles d'origine, sur les procédures douanières, sur le commerce des services ou encore sur l'investissement) ont été actualisés. Pour rappel, les négociations pour un ALE approfondi avaient été entamées à la fin de l'année 2015. Les deux États prennent également une part active aux négociations de l'accord régional RCEP, dont l'objectif de conclusion a été fixé « d'ici la fin de l'année » (cf : [brèves du 15 octobre](#)).

## **Commerce extérieur : nouvelle accélération du commerce extérieur chinois au mois d'octobre (douanes chinoises)**

Selon les données préliminaires publiées par les douanes chinoises le jeudi 8 novembre, les importations chinoises de biens ont crû de 21% en octobre en glissement annuel. Les exportations chinoises, de leur côté, augmenté de 15% en glissement annuel. Plusieurs analystes mettent, en partie, cette accélération des exportations sur le compte du climat actuel de guerre commerciale : alors que l'administration américaine devrait rehausser de 10 à 25% les tarifs appliqués à 200 Mds USD d'importations chinoises au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ([voir brèves du 10 septembre](#)), un certain nombre d'exportateurs chinois et d'importateurs américains anticipent cette élévation des tarifs, créant de fait un phénomène de « *frontloading* ». En effet, les exportations chinoises vers les États-Unis continuent d'augmenter (+13% en g.a), quand les importations chinoises de biens américains diminuent de 2% en glissement annuel. En conséquence, la part de marché des États-Unis en Chine sur l'année 2018 s'effrite de nouveau (7,5%). A la faveur d'une augmentation de 12% des importations chinoises de biens européens au mois d'octobre, l'Union européenne maintient sa position de premier fournisseur de la Chine (part de marché 12,7% en 2018). Elle est de plus en plus talonnée par les pays de l'ASEAN (12,6% de part de marché au cumulé) portés en particulier par le dynamisme des importations chinoises de produits vietnamiens (+41% en octobre).

## **Relations US-Chine : imposition « historique » de mesures antidumping et antisubventions américaines à l'importation de feuilles en aluminium originaires de Chine**

Le ministère du Commerce américain (DoC) a annoncé, mercredi 7 novembre, l'imposition de mesures anti-dumping et antisubventions définitives à l'importation de feuilles en aluminium originaires de Chine. Les droits anti-dumping imposés varient entre 50 et 60% selon les exportateurs chinois concernés, tandis que les mesures antisubventions (droits anticourtage) atteignent un niveau variant entre 55% et 116%. Le niveau de ces droits est néanmoins inférieur à ceux imposés à titre provisoire sur ces mêmes produits – représentant des importations d'une valeur de 900 M USD selon



les douanes américaines - aux mois d'avril et de juin dernier. Le DoC a qualifié sa décision d'« *historique* » : il s'agit en effet de la première enquête de ce type déclenchée *ex officio* à l'instigation des autorités américaines – et non sur la base d'une plainte émanant d'industriels - depuis 1991. Ces droits s'ajoutent à la surtaxe de 10% imposée par les Etats-Unis sur les importations d'aluminium en provenance de la plupart de ses partenaires commerciaux (dont la Chine), au titre de la Section 232 du *Trade Act*.

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Politique industrielle : la Chine s'apprête à exempter les incubateurs et les centres d'innovation de l'impôt foncier dès 2019

Cette mesure s'inscrit dans la volonté du gouvernement de transformer la Chine en une économie d'innovation. Selon une déclaration conjointe du ministère des Finances, de l'administration nationale des impôts, du ministère de l'Education et du ministère des Sciences et Technologies, les incubateurs, les parcs scientifiques d'universités et les *innovation labs* seront exemptés de taxe foncière de 2019 à 2021. Les revenus générés par des innovations seront également exemptés de TVA.

Pour mémoire, en 2015, le Conseil des affaires d'Etat a publié le plan industriel "China Manufacturing 2025". Ce dernier vise à faire de la Chine un leader dans 10 secteurs stratégiques dont : les NTIC (semiconducteurs, équipements télécoms, 5G ...), la robotique, l'aéronautique et l'aérospatial, le génie maritime, le génie ferroviaire, l'automobile (véhicules aux énergies alternatives et autonomes), électricité, le matériel agricole, les nouveaux matériaux, la médecine (pharmaceutique et équipements médicaux de pointe). Pour atteindre ses objectifs, les autorités ont mis en place plusieurs mécanismes de soutien dont des avantages fiscaux, des subventions et des fonds d'investissement public-privé destinés à ces secteurs stratégiques. A titre d'exemple, elles ont mis en place un fonds de 18 Mds EUR destiné à l'IA, le *China Integrated Circuit Industry Investment Fund*.

### Conférence de Wuzhen : les géants de la tech américaine absents de la conférence mondiale de l'internet organisée par la Chine à Wuzhen

Organisée chaque année depuis 2014 par la Cyberspace Administration of China (CAC), la conférence de Wuzhen est la plateforme privilégiée par les autorités chinoises afin de promouvoir leur vision de l'internet, que cela soit sur des thématiques économiques ou sur des enjeux de gouvernance. Lors de cette 4ème édition, elle a une nouvelle fois défendu le concept de cybersouveraineté qui justifie un contrôle strict de l'internet par l'Etat. La conférence de Wuzhen a également été l'occasion pour la Chine de mettre en avant ses dernières avancées technologiques avec la présence des géants du numérique chinois tels que Baidu, Alibaba et Tencent. Ces derniers ont au cours de l'évènement réaffirmé leur soutien et leur volonté de coopérer avec le gouvernement, notamment dans « la lutte contre le terrorisme ».

Contrairement aux années précédentes, l'édition de 2018 s'est caractérisée par une absence de représentants politiques de haut niveau côté chinois. En effet, ni Xi Jinping (qui était à la foire des importations de Shanghai) ni aucun autre membre du comité permanent du Politburo n'étaient présents pour prononcer le discours d'ouverture. Autres grands absents de la conférence cette année, les géants de la tech américaine. En 2017, les PDG d'Apple et de Google ainsi que de nombreuses entreprises américaines avaient participé à l'évènement afin d'essayer de séduire la CAC et le public chinois dans un pays où les barrières réglementaires sont nombreuses. Cette année, seul le CEO de Qualcomm, Steve Mollenkopf était présent.

Cette absence s'explique notamment par la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine qui touche en premier lieu les entreprises des TIC. En effet, les récentes frictions entre l'administration américaine et chinoise découlent d'une rivalité croissante entre les deux puissances économiques dans les secteurs dits "stratégiques", dont le numérique. La guerre commerciale sino-américaine s'est

traduite jusqu'ici par une augmentation des tarifs douaniers américains sur les produits électroniques chinois, une opposition aux activités des équipementiers chinois sur le territoire américain (ex: pression des autorités américaines qui ont conduit AT&T à abandonné ses négociations pour un partenariat avec Huawei en 2018) et à un blocage des échanges commerciaux avec des entreprises chinoises accusées de vol de propriété intellectuelle (ex: ajout du fabricant chinois de semi-conducteurs Fujian Jinhua Integrated Circuit à la « liste des entités » soumises au dispositif américain de contrôle des exportations car accusé d'avoir volé des technologies à une entreprise américaine). En retour, la Chine a également pénalisé les activités d'entreprises américaines. A titre d'exemple, les autorités chinoises de la concurrence se sont opposées au rachat du fabricant hollandais de semi-conducteurs NXP par Qualcomm.

### **Automobile : Volkswagen et Volvo s'associent à Baidu dans le secteur des voitures autonomes**

Volkswagen et Volvo ont annoncé qu'ils rejoindraient la plate-forme de développement *open source* de Baidu, Apollo, pour développer des voitures autonomes destinées à la Chine. Volkswagen aura un siège au conseil d'administration d'Apollo.

Pour mémoire, le principal moteur de recherche chinois a créé en juillet 2017 la plateforme Apollo, qui vise à fournir des briques de solutions technologiques (systèmes d'exploitation, localisation, cartographie, cloud, algorithmes) aux industriels spécialisés dans les véhicules connectés en échange de remontées de données (« data ») de leur part. Cette plateforme compte 130 partenaires, dont notamment BMW, Ford ou encore PSA et Valeo (capteurs) côté français. Il fait concurrence à Waymo, le projet lancé par Google, au programme de véhicules autonomes lancé par Tesla. Baidu a été désigné par les autorités chinoises pour devenir un champion national dans le domaine de l'IA, notamment dans le secteur des véhicules autonomes. De leur côté, Alibaba, Tencent et iFlytek ont respectivement été désignés pour conduire le développement de solutions utilisant l'intelligence artificielle dans les domaines des smart cities, des diagnostics médicaux et la reconnaissance vocale.

### **Automobile : Tencent monte une équipe d'ingénieurs spécialisée dans les véhicules autonomes au sein de la Silicon Valley**

Le géant chinois des réseaux sociaux est en train de recruter une équipe spécialisée dans les véhicules autonomes à Palo Alto en Californie. En Chine, Tencent réalise déjà des tests sur les routes de Shenzhen. L'entreprise s'est lancée dans les véhicules autonomes en 2017 en s'associant au constructeur automobile chinois Guangzhou Automobile Group. Elle a par ailleurs déjà investi dans plusieurs entreprises et start ups ayant des projets dans le domaine des véhicules autonomes telles que Nio (constructeur automobile chinois spécialisé dans les véhicules électriques), Tesla (prise de participation de 5% en 2017) Zoox et Drive. AI (deux start ups basées aux Etats-Unis).

La Silicon Valley est un centre de développement important pour les véhicules autonomes. Plusieurs entreprises effectuent déjà des tests sur les routes californiennes dont l'acteur chinois dominant dans le domaine des véhicules autonomes, Baidu. Le moteur de recherche chinois dispose d'un centre de recherche aux Etats- Unis depuis 2011.

## **E-commerce : Alibaba promet d'importer 200 Mds USD (176 Mds EUR) de biens de consommation dans les cinq prochaines années**

Lors de la foire internationale des importations de Shanghai, le PDG d'Alibaba, Daniel Zhang, a annoncé qu'entre 2019 et 2023 Alibaba importera l'équivalent de 200 Mds USD de produits étrangers en Chine. Dans cette perspective, l'entreprise a noué un partenariat stratégique avec le groupe de distribution hongkongais Fung Retailing pour attirer davantage de marques internationales sur sa plateforme. Fung retailing a un réseau de plus de 3 000 boutiques à travers le monde.

L'annonce du numéro un du e-commerce chinois intervient au moment où Xi Jinping fait de nouvelles promesses d'ouverture du marché chinois à l'occasion de la foire international des importations de Shanghai. Dans un contexte de guerre commerciale, la Chine tente de s'afficher comme un défenseur du libre-échange face aux levées unilatérales des tarifs douaniers américains.

## **Pharmaceutique : la Chine prévoit de mettre en place un système de traçabilité en ligne pour les médicaments**

La *National Medical Products Administration* (NMPA) a annoncé que le système concernera les vaccins, les médicaments anesthésiques et psychoactifs, les médicaments génériques et ceux couverts par les assurances. Il permettra de suivre un médicament de sa production à sa distribution afin d'éviter la commercialisation de médicaments qui pourraient s'avérer dangereux. De ce fait, il sera attendu de la part des entreprises pharmaceutiques et des distributeurs de fournir les informations nécessaires aux autorités pour la mise en place de ce système.

L'annonce de l'élaboration d'un système de traçabilité pour les médicaments intervient alors que les autorités chinoises ont imposé le mois dernier une amende record de plus d'1 Md EUR (9 Mds RMB) au laboratoire Changchun Changsheng pour avoir falsifié des registres de production de vaccins et modifié des paramètres de fabrication. Quinze personnes avaient été arrêtées.

[Source](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Développement durable : 6<sup>ème</sup> réunion à Pékin du dialogue à haut-niveau de la plateforme « eau » Europe-Chine

La plateforme « eau » Europe-Chine (CEWP), déclinaison de l'Initiative de l'Union européenne sur l'eau (EUWI) en Chine, vise à développer les coopérations politiques, scientifiques et économiques dans le secteur de l'eau, entre acteurs européens et chinois. Les 7 et 8 novembre s'est tenu au Ministère chinois des ressources en eau à Pékin le dialogue annuel à haut niveau de la plateforme, 6<sup>ème</sup> dialogue depuis la création de la plateforme en 2012, en présence de M. E Jingping, Ministre des ressources en eau chinois, de la Ministre finlandaise du commerce et du développement et du Secrétaire d'Etat portugais à l'environnement. La rencontre avait pour thème l'établissement d'une gouvernance de l'eau en faveur d'une croissance verte et d'une économie circulaire. Ont été évoqués les sujets de la sécurité de l'eau, de la gouvernance des lacs et rivières, de la conservation et du recyclage des ressources en eau et de la restauration environnementale.

Parmi les principaux partenaires de la plateforme Europe-Chine, l'Office International de l'Eau (OI-Eau), organisme français soutenu par les pouvoirs publics, est activement impliqué pour relever les défis de l'eau en Chine aux côtés de ses partenaires chinois. Depuis 2011, l'OI-Eau mène avec la Commission du bassin du fleuve Hai (dans la région de Pékin-Tianjin) un projet pilote de gestion intégrée de la Hai visant à améliorer la gestion de bassin, la lutte contre la pollution des eaux et la protection des écosystèmes. L'OI-Eau coordonne également avec le Portugal et la Finlande le volet de la gestion par bassin et de la sécurité écologique.

Face à une répartition des ressources en eau inégale sur son territoire, à une pollution de ses sols et sous-sols ainsi qu'à une urbanisation croissante, la Chine a inscrit une meilleure gestion de l'eau comme objectif du 13<sup>ème</sup> plan quinquennal.

Voir le site de la plateforme eau sino-européenne

<https://cewp.eu/>

Voir le programme PIANO SRIA

<https://cewp.eu/sites/default/files/files/PIANO-SRIA.pdf>

### Développement durable : tenue de la réunion plénière annuelle du conseil chinois sur l'environnement CCICED

Le *China Council for International Cooperation on Environment and Development* (CCICED en anglais) est un think tank basé à Pékin, fondé en 1992, œuvrant pour le développement durable et l'environnement en Chine et à l'international.

Sa réunion plénière annuelle s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 3 novembre, à Pékin. Elle rassemblait des experts et des figures politiques internationales et chinoises dont le Vice-Premier Ministre M. Han Zheng, le Ministre de l'écologie et de l'environnement, M. Li Ganjie, et la Ministre canadienne de l'environnement et du changement climatique Mme Catherine McKenna.

Le forum a souligné l'état critique actuel de l'environnement et les risques de dégradation de celui-ci en cas de non-respect des engagements multilatéraux. Selon les intervenants, plus d'efforts en faveur de la protection de l'environnement doivent être engagés ; le CCICED appelle la Chine à jouer une place plus prépondérante dans la gouvernance internationale sur les changements climatiques et la protection internationale des océans. Le CCICED recommande également à la Chine de mener une action similaire en faveur de la biodiversité (adoption de nouveaux objectifs internationaux), d'accentuer le verdissement des projets des Nouvelles routes de la soie, de renforcer la réforme de la ceinture économique du fleuve Yangtze et développer l'urbanisation verte.

La Chine a fait de la protection de l'environnement un objectif majeur de l'Etat chinois qui a notamment été inscrit dans la constitution chinoise sous le terme de « civilisation écologique », concept au coeur du 19<sup>ème</sup> congrès du Parti communiste chinois en octobre 2017. Cet objectif n'est pas simplement national et la Chine s'investit de plus en plus sur la protection de l'environnement au niveau mondial. Cette feuille de route internationale se traduit notamment par l'organisation chinoise de la COP 15 à Pékin en 2020. Dans le cadre de la préparation de cette conférence, le CCICED appelle à la formation d'une « Coalition des Champions de la Nature » menée par la Chine, coalition dont le but serait de s'assurer de la bonne réalisation des objectifs post-COP.

### Energie : la Chine augmente fortement ses importations de pétrole iraquien pour 2019

L'Iraq, deuxième plus grand producteur de pétrole de l'OPEC, renforce ses liens avec la Chine, premier marché pour le pétrole iraquien en Asie.

M. Alaa Al-Yisiri, directeur général de la *State Organization for Marketing of Oil* (SOMO) d'Iraq a annoncé le 5 novembre à la Foire internationale des importations de Chine à Shanghai que l'entreprise d'Etat iraquienne était prête à fournir 1,45 million de barils de brut par jour à ses clients chinois en 2019, soit une augmentation de 60% par rapport aux volumes d'exportations de 2018. Les exportations vers la Chine devraient être réalisées depuis le port de Ceyhan en Turquie.

Parmi les clients chinois figurent les entreprises de négoce d'Etat *ChinaOil* (filiale de CNPC) et *Unipecc* (filiale de Sinopec).

Par ailleurs, SOMO a également annoncé la création d'une coentreprise avec l'entreprise chinoise *Zhenhua Oil Co.* à Tianjin, où sont installées de nombreuses entreprises pétrochimiques. La coentreprise prévoit de vendre 160 000 barils par jour à des raffineries indépendantes (« *teapots* » en anglais) et des entreprises pétrochimiques.

Pour mémoire, une nouvelle politique de taxe sur les carburants est entrée en vigueur en mars 2018 en Chine. Elle avantage les entreprises d'Etat et bouleverse le modèle économique des raffineries indépendantes comptant pour 1/5<sup>ème</sup> des importations de pétrole en Chine. Ces dernières n'opéraient qu'à 63% de leur capacité en mai. Toujours sur fond de tensions commerciales avec les Etats-Unis, la Chine poursuit sa stratégie de diversification de ses sources d'approvisionnement et continue la constitution de stocks de pétrole à 100 jours d'ici 2020 en important plus que ses besoins de consommation.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## HONG KONG et MACAO

### Immobilier : début de correction des prix de l'immobilier

Le marché immobilier hongkongais a connu un cycle haussier quasi-ininterrompu depuis fin 2004, les prix de l'immobilier résidentiel ayant été multipliés par 3,2 en 10 ans. Les inquiétudes sur l'évolution des tensions commerciales américaines, la dépréciation du yuan et la décision des banques hongkongaises de relever leurs taux d'intérêt début octobre ont eu un impact sur l'évolution des prix de l'immobilier résidentiel, avec une chute de -0,07% en août et de -1,4% en septembre. Selon les estimations de la banque UBS, les prix de l'immobilier devraient chuter de 10 à 15% dans les 12 mois prochains. Arthur Yuen, vice-président de l'autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) estime que le risque d'un choc sur le système financier est très faible en raison des mesures macro-prudentielles adoptées par la HKMA pour réduire l'exposition des banques aux risques liés aux crédits immobiliers, notamment la mise en place en 2016 d'un plafonnement du ratio prêt-valeur (loan-to-value (LTV) ratio) à hauteur de 60% en fonction de la valeur des biens. Ces mesures ont permis de faire baisser la LTV moyenne des nouveaux prêts immobiliers accordés à environ 44% aujourd'hui, contre 65% en 2003. La HKMA fait néanmoins part de ses inquiétudes quant à l'apparition d'acteurs non bancaires sur le marché des prêts immobiliers (disposant d'importantes liquidités et dans un contexte de hausse continue des prix de l'immobilier résidentiel, les promoteurs immobiliers présents à Hong Kong ont pour la plupart développé des sociétés de financement accordant des crédits jusqu'à 90% de la valeur du bien considéré, bien au-delà du ratio de 60% imposé aux banques par la HKMA). Selon les estimations de la HKMA, le volume de prêts attribuable aux promoteurs immobiliers ne représenterait cependant qu'entre 2 et 2,5% du volume total de prêts immobilier.

### Politique de change : la banque centrale chinoise (PBoC) procède à des émissions de bons du Trésor chinois à Hong Kong pour un montant de 20 Mds RMB

PBoC et la HKMA avaient conclu le 20 septembre dernier un accord permettant ce type d'émission, avec pour but affiché d'augmenter la gamme de produits financiers libellés en Yuan et ayant une notation de crédit élevée, d'améliorer la courbe de rendements des obligations libellées en Yuan à Hong Kong et de soutenir le processus d'internationalisation de la monnaie chinoise. Ces opérations ont par ailleurs pour effet de réduire la liquidité sur le marché Yuan offshore et pourraient ainsi contribuer à soutenir le cours de la monnaie chinoise, soumise à des pressions à la baisse dans le contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

## Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianzhuo, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Bernez, Hannah Fatton, Rodolphe Girault

**Revu par :** Estelle Jacques, Jean-Philippe Dufour, David Karmouni

**Responsable de publication :** Philippe Bouyoux